Brunngasse 36
CH-3011 Bern
www.ta-swiss.ch

Berne, février 2024

Systèmes de scoring social : qu'est-ce qui compte ?

Sur la piste des profils de données numériques et de l'idée d'utiliser des scores individuels pour faire face à des problèmes de société

Descriptif détaillé (partiellement en allemand)

Table des matières

1. Mise au concours d'une étude en matière d'évaluation des choix technologiques 2
2. Déroulement, calendrier et dépôt des dossiers 3
3. Réalisation de l'étude 4
4. Budget et calendrier de l'étude 4
5. Autres dispositions 5
6. Vorauswahl relevanter Fragestellungen zur TA-Studie «Social Scoring-Systeme: was zählt?» 6
7. Kontext und Hintergrund zur TA-Studie «Social Scoring-Systeme: was zählt?» 9
   7.1. Scores: die Politik des Messbaren 9
   7.2. Scoring-Systeme: von Indikatoren zu sachfremdem Tauschhandel 11
   7.3. Zählt das Individuum mehr als die Gesellschaft? 16
8. Règles à suivre pour la présentation des dossiers de candidature 18

mitglied der akademien der wissenschaften schweiz

Stiftung für Technologiefolgen-Abschätzung
Fondation pour l'évaluation des choix technologiques
Fondazione per la valutazione delle scelte tecnologiche
Foundation for Technology Assessment

1. Mise au concours d'une étude en matière d'évaluation des choix technologiques

Nombre de nos comportements laissent des traces numériques : de notre historique de recherche au *self-tracking* actif, en passant par les paiements virtuels et les évaluations mutuelles. Petit à petit, ces traces de données numériques s'assemblent pour former un profil. Un trésor dont la valeur est utilisée et exploitée depuis un certain temps déjà par le secteur privé. Jusqu'à présent, la validité de ces profils se limitait toutefois aux plateformes de consommation sur lesquelles ils ont été créés. Par exemple, ce n'est pas parce que je suis un *Superhôte* sur *Airbnb*, c'est-à-dire que les voyageurs se sont particulièrement bien sentis chez moi d'après leurs évaluations, que je bénéficie automatiquement d'une réduction sur mon abonnement de transports publics. Si l'*Artificial Intelligence Act* adopté par le Parlement européen en décembre 2023 interdit aux États la pratique du scoring social, l'omniprésence et la longévité des traces numériques créent néanmoins les conditions pour que les initiatives de profilage, qu'elles soient étatiques ou privées, gagnent en importance. Certains partisans de tels systèmes voient également dans ces scores une solution possible pour une société plus durable, plus saine et plus solidaire.

Les idées et les premières mises en œuvre concrètes à un niveau étatique ne manquent pas : la ville de Vienne essaie de récompenser la mobilité écologique par des jetons culturels (*Kultur-Token*) sur la base des données de déplacement dans le cadre d'un projet pilote, plusieurs caisses maladie suisses récompensent par des bon-cadeaux le style de vie actif de leurs assurées et assurés grâce à des applications de *self-tracking*, et la ville de Saint-Gall garantit, avec la « prévoyance-temps » (*Zeitvorsorge*), que le travail bénévole pourra être remboursé ultérieurement sous forme de prestations d'aide. De tels systèmes de scoring quantifient et récompensent un comportement défini comme souhaitable par leurs exploitants. On peut en observer les premiers effets négatifs pour les personnes dont le score de solvabilité calculée est considéré comme insuffisant, à l'exemple du système de crédit allemand *Schufa*. Alors que le système de crédit social chinois est considéré en Suisse comme un exemple extrême d'incompatibilité avec les valeurs démocratiques fondamentales, la restriction temporaire de l'accès aux espaces intérieurs des institutions publiques pendant la pandémie de Covid-19 en hiver 2021 (règle 2G) laisse supposer que les conditions sociales nécessaires à l'émergence de systèmes de scoring social pourraient apparaître en cas de tensions politiques.

Dans ce contexte, il est clair que la compréhension des systèmes de scoring social peut être plus ou moins large et nécessite un affinement analytique, notamment en ce qui concerne la composante « sociale ». De plus, ces systèmes présentent des différences en termes d'acteurs impliqués, de structures de pouvoir, de technologies utilisées et de contextes locaux de mise en œuvre, ce qui soulève des questions juridiques et sociopolitiques. Comment l'utilisation accrue des profils de données affecte-t-elle les inégalités sociales et dans quelle mesure ces évolutions

sont-elles en tension avec les valeurs démocratiques fondamentales ? Qu'en est-il de l'image de l'être humain dans les systèmes de scoring social et quel est son lien avec certains aspects de la « *gamification* » ? Dans quelle mesure les systèmes de scoring social peuvent-ils contribuer à redistribuer et à réévaluer les ressources rares ?

D'autres différences résident dans des éléments transversaux tels que le degré de transparence, le caractère volontaire, le pouvoir d'action des personnes impliquées, la confiance entre les acteurs et leur confiance dans les technologies, ainsi que les horizons temporels intégrés dans les systèmes de scoring (aspects cumulatifs, calculs de probabilités). Qui exerce une influence sur les systèmes de scoring social – et comment ? Et aussi, qui exerce un contrôle sur celles et ceux qui mesurent, calculent et évaluent – et comment ?

Les critères ci-dessus (non exhaustifs) et les questions pertinentes pour une évaluation technologique (voir page 6) serviront de base pour établir un état des lieux et une typologie des systèmes de scoring social. Les méthodes participatives et l'élaboration de scénarios seront également utiles pour approfondir ces questions. Il s'agira de tirer des conclusions et, si possible, de formuler des recommandations sur la manière de traiter la problématique à l'intention des décisionnaires, en particulier des femmes et hommes politiques. Les fondements éthiques et juridiques de cette évaluation globale seront exposés et justifiés.

2. Déroulement, calendrier et dépôt des dossiers

Dépôt des esquisses de projet

La mise au concours se déroulera en deux étapes avec, dans un premier temps, le dépôt des esquisses de projet (4 pages au maximum) décrivant la proposition de contenu de l'étude et la démarche envisagée :

- Contenu de l'étude : thèmes principaux et questions de recherche (2 pages)
- Approche et méthodologie (1 page maximum)
- Composition de l'équipe de recherche (1 page maximum)

Les esquisses de projet doivent être soumises par voie électronique (en format pdf) à info@ta-swiss.ch au plus tard jusqu'au **28 mars 2024**.

La **décision** concernant le choix des équipes de projet invitées à poursuivre la procédure de soumission devrait être prise **fin avril 2024**.

Dépôt des propositions détaillées

Sur la base des esquisses de projet, environ trois équipes seront invitées à la deuxième étape de la procédure. Les équipes de recherche sélectionnées seront informées fin avril 2024 et seront invitées à soumettre leur proposition détaillée jusqu'au **7 juin 2024**. Pour cette deuxième étape, les propositions doivent satisfaire aux « Règles à suivre pour la présentation des dossiers de candidature » selon le point 8 (page 18.

3. Réalisation de l'étude

Le Secrétariat de la Fondation pour l'évaluation des choix technologiques mettra sur pied un groupe de spécialistes (dit groupe d'accompagnement) représentatif des différents aspects thématiques de l'étude. Le groupe de projet sélectionné présentera sa proposition à ce groupe d'accompagnement avant de commencer le travail ; celui-ci pourra, d'entente avec le Secrétariat, influer sur les priorités et la marche à suivre. Pendant la durée de l'étude, le groupe de projet rédigera de trois à cinq documents de travail ou rapports intermédiaires à l'intention du groupe d'accompagnement et du Secrétariat. Ces comptes rendus serviront de base de discussion, étant entendu que chaque nouvelle phase du projet ne sera entreprise qu'avec l'accord de ces deux instances.

4. Budget et calendrier de l'étude

- Cadre budgétaire : CHF 100 000.- à 160 000.-
- Début du projet : septembre 2024 (éventuellement plus tard, à discuter)
- Durée du projet : 12 à 15 mois environ

Dans ce cadre budgétaire, la TVA est incluse ; il incombe au groupe de projet de déterminer s'il est assujetti ou non à la TVA.

5. Autres dispositions

- TA-SWISS n'est pas soumise au droit des marchés publics. Cela signifie qu'il n'existe pas de voie de recours ordinaire contre des décisions relatives à l'acceptation ou au refus d'esquisses ou de propositions de projets.
- Aucune correspondance ne sera échangée au sujet des esquisses ou propositions de projets déposées.
- Les partenaires contractuels potentiels n'ont droit à aucun dédommagement pour l'élaboration d'esquisses ou de propositions de projets.
- S'appliquent, lors de l'attribution du mandat, les conditions mentionnées dans le contrat entre TA-SWISS et les partenaires contractuels ainsi que les Directives pour les groupes d'accompagnement d'études de TA-SWISS, jointes au contrat.
- Pour plus d'informations : téléphone 031 310 99 60, e-mail : info@ta-swiss.ch

6. Vorauswahl relevanter Fragestellungen zur TA-Studie «Social Scoring-Systeme: was zählt?»

Vorbemerkung: Grundsätzlich soll sich das Projekt auf die Entwicklung von staatlichen oder staatsnahen Scoring-Systemen fokussieren, wobei ein vergleichender Ansatz mit privatwirtschaftlichen Praktiken integriert sein sollte

Sozialwissenschaftliche und psychologische Fragestellungen

- Welche Arten von Social Scoring-Systemen existieren in der Schweiz und anhand welcher Dimensionen lassen sie sich typologisieren?
- Wie wirkt sich die vermehrte Anwendung von Datenprofilen auf zwischenmenschliche Beziehungen und das gesellschaftliche Zusammenleben in der Schweiz aus?
- Was macht der «gamification» Aspekt mit Teilnehmenden von Social Scoring-Systemen?
- Inwieweit könnten soziale Ungleichheiten (zum Beispiel durch die Förderung solidarischer Verhaltensweisen) durch ein Scoring-System verringert werden? Besteht die Gefahr, dass sie sich vergrössern?

Ethische und politphilosophische Fragestellungen

- Welche Auswirkungen sind von einer Quantifizierung ausgewählter Verhaltensaspekte über längere Zeiträume, wie sie Scoring-Systemen inhärent ist, auf das persönliche Engagement für Gesellschaft oder Umwelt zu erwarten? Und wie sind sie zu werten?
- Wie steht es um das Verhältnis von individueller Freiheit, Autonomie und (Verteilungs-)Gerechtigkeit in Social Scoring-Systemen? Inwiefern soll / darf der Staat bestimmte Vorstellungen vom richtigen Leben vordefinieren und fördern?
- Ist es wünschenswert, Verhaltensweisen, die ansonsten als «moralisch korrekt» oder «politisch korrekt» bezeichnet werden, durch ein Scoring-System zu belohnen? Welche Auswirkungen hat dieser extrinsische Anreiz auf die intrinsische Motivation der Menschen? Was lässt sich aus den vorhandenen (z.B. verhaltensökonomischen oder sozialpsychologischen) Erkenntnissen zu ähnlichen Fragestellungen ableiten? Inwiefern wären solche Auswirkungen gut oder schlecht?
- Welches Menschenbild und welches Bild vom gesellschaftlichen Zusammenleben wohnen Social Scoring-Systemen inne? Wie sind sie zu werten?

Rechtliche und politische Fragestellungen

- Wie sind oben genannte Bilder des Menschen und des gesellschaftlichen Zusammenlebens mit unserem Staatsverständnis und unseren grundrechtlichen Wertvorstellungen vereinbar?
- Inwiefern wäre der Einsatz von (freiwilligen) staatlichen Social Scoring-Systemen unter den bestehenden rechtsstaatlichen Vorgaben möglich? Braucht es zusätzliche Regulierungen?
- Wie steht es um die Freiwilligkeit der Teilnahme an Social Scoring-Systemen?
- Wie werden diejenigen kontrolliert, die messen, berechnen und bewerten? Welche Kontrollmöglichkeiten bietet das Schweizer Gesetz? Braucht es zusätzliche Regulierungen?
- Welche Auswirkungen könnten Social Scoring-Systeme auf die Demokratie und das Verhältnis zwischen Staat und Bürgerinnen und Bürgern haben?
- Inwiefern sind individualisierte Lösungsansätze für gesellschaftliche Probleme eine Folge der Art und Weise, wie Social Scoring-System operieren, und inwiefern sind sie Teil einer polithistorischen Entwicklung, die sich auch in anderen Ansätzen zeigt?
- Unter welchen Bedingungen könnten private Unternehmen die Einführung eines Scoring-Systems für ihre Angestellten in Betracht ziehen?

Wirtschaftliche Fragestellungen

- Sind Social Scoring-Systeme im Vergleich zu anderen Anreizsystemen wie Nudging wirksamer in Bezug auf die gezielte Beeinflussung von Verhaltensweisen, z.B. in Bezug auf «collective action problems»? Ist dies auch längerfristig der Fall?
- Wie beeinflussen Social Scoring-Systeme Angebot und Nachfrage von (knappen) Gütern?
- Ist die Einführung alternativer Währungen durch ein Social Scoring-System eine Option, um gesellschaftliche Solidarität quantitativ oder qualitativ zu vergüten?

Technische Fragestellungen

- Welche technischen Systeme und Möglichkeiten gibt es in der Schweiz bereits, um auf die Daten von Bürgerinnen und Bürger zuzugreifen, die als Input für ein Social Scoring System dienen könnten?
- Wie werden Betrieb, Zugangsrechte und Cybersicherheit eines langfristig operierenden Social Scoring-Systems geregelt und sichergestellt?
- Wie ist das Risiko einzuschätzen, dass solche Systeme manipuliert werden (von den Anbietern, aber auch von den Nutzerinnen und Nutzern)?
- Welche Chancen und Risiken bietet der Einsatz von Künstlicher Intelligenz im Rahmen von Social Scoring-Systemen? Welche (technischen) Abhängigkeiten bestehen bereits jetzt in der Auswertung grosser Datenmengen?

7. Kontext und Hintergrund zur TA-Studie «Social Scoring-Systeme: was zählt?»

Der Grundgedanke hinter Scoring-Systemen besteht darin, dass sich menschliche Verhaltensweisen und/oder Eigenschaften in einem Datenaggregat zusammenfassen lassen. Solche Scores können von relativ simplen Indikatoren wie beispielsweise dem täglichen Stromverbrauch eines Haushalts bis zu hin zu komplex berechneten Indexen wie einem User-Profil auf einer Onlineplattform reichen. Bei jedem Berechnungsschritt, von der Art und Genauigkeit der Messung bis zur Generierung des finalen Scores, fliessen Wertigkeiten mit ein. Deshalb ist sowohl die Art wie Scores entstehen als auch wie sie angewendet werden hochpolitisch. Auch wenn das Europäische Parlament mit der Verabschiedung des Artificial Intelligence Acts Anfang Dezember 2023 «social scoring based on social behaviour or personal characteristics» für staatliche Akteure ausdrücklich verboten hat[1], ist es nicht ausgeschlossen, dass staatsnahe oder privatwirtschaftliche Profiling-Initiativen in Zukunft Einfluss darauf nehmen, «was zählt». Die weitreichende Digitalisierung unserer Alltagsaktivitäten macht es einfacher denn je, Daten zu sammeln, zu aggregieren und in einen Score zu verwandeln. Die Verwendung von Scoring-Systemen wird oft mit Argumenten wie Vertrauenswürdigkeit, öffentlicher und/oder privater Sicherheit oder wünschenswertem Individualverhalten gerechtfertigt. Doch ob Scoring-Systeme der richtige Lösungsansatz für gesellschaftliche Probleme sind, muss eine demokratische Entscheidung bleiben. Entsprechend erachten wir es als notwendig, eine Studie zur Abschätzung von Chancen und Risiken solcher Datenprofile in Auftrag zu geben.

7.1. Scores: die Politik des Messbaren

Die Quantifizierung ist ein mächtiges Instrument für politisches Handeln.[2] Die ersten Statistiken des 19. Jahrhunderts markierten den Beginn staatlicher Interventionen basierend auf Zahlen.[3] Erst die übergreifende Quantifizierung macht Dinge vergleichbar und eröffnet in der Folge einen Handlungsspielraum.[4] Das bedeutet im Umkehrschluss, dass Scores nur Einheiten beinhalten können, die einen Sachverhalt in Zahlen ausdrücken. Alle Entscheidungen, die in die Messbarmachung und insbesondere spätere Skalierung, Wertigkeit und Klassifizierung von Sachverhalten einfliessen, sind im hohen Masse politisch. Trotzdem wird Zahlen sowohl in den Wissenschaften als auch im öffentlichen Diskurs häufig eine fast unanfechtbare Objektivität

---

[1] https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20231206IPR15699/artificial-intelligence-act-deal-on-comprehensive-rules-for-trustworthy-ai

[2] Desrosières, A. (2013). Pour une sociologie historique de la quantification : L'argument statistique I. Presses des Mines via OpenEdition.

[3] Merry, S. E. (2011). Measuring the world: Indicators, human rights, and global governance. Current anthropology, 52(S3), S83-S95.

[4] Sysling, F. (2020). Measurement, self-tracking and the history of science: An introduction. History of Science, 58(2), 103-116.

zugeschrieben.[5] Dadurch können Scores den Eindruck erwecken, einen objektiven Wert zu repräsentieren, der zum Beispiel als eine Art Vertrauenswürdigkeitsindex gelesen werden kann. Da im digitalen Raum zudem andere Wertigkeiten, wie sie zum Beispiel beim persönlichen Kontakt bestehen, fehlen, ist dies der einzige Anhaltspunkt für die Kredit- oder Vertrauenswürdigkeit eines Produkts oder einer Person. Nicht umsonst wird in diesem Zusammenhang auch von Sozialkreditsystemen gesprochen, dessen Bezeichnung allerdings eng mit dem Überwachungssystem Chinas konnotiert ist[6], weshalb wir uns bewusst für den Begriff «Social Scoring-System» oder schlicht «Scoring-System» entschieden haben. Nichtsdestotrotz lohnt sich in diesem Kontext ein kleiner Abstecher zum Ursprung der Kreditwürdigkeit und ihrer Funktion in der Gesellschaft.

Das Wort <Kredit> hat heute vor allem eine wirtschaftliche Bedeutung, nämlich als befristet zur Verfügung gestellter Geldwert, als Zahlungsaufschub oder als ein Begriff für die finanzielle Vertrauenswürdigkeit einer Person oder eines Unternehmens, wie im Duden nachzulesen ist. Allerdings beruht das aktuelle Kreditwesen kaum mehr nur auf dessen lateinischen Ursprung von «auf Treu und Glauben Anvertrautes», sondern ist stark gesetzlich reguliert und institutionalisiert. Die finanzielle Vertrauenswürdigkeit einer Person wird in der Schweiz beispielsweise in der Form des Betreibungsregisterauszugs erfasst, der fast standardmässig für das Zustandekommen eines Wohnungsmietvertrages verlangt wird. Andere Formen von Vertrauenswürdigkeit, wie zum Beispiel Ehrlichkeit, können höchstens über ein Gespräch mit Drittpersonen abgeklärt werden. Man denke dabei etwa an Referenzen, wie sie bei einem Anstellungsprozess üblicherweise nachgefragt werden.

Grundsätzlich beruht jede soziale Interaktion (auch online) auf einer Form von «Kredit» im Sinne von «Glaubens- und Vertrauenswürdigkeit». Dieses zwischenmenschliche Vertrauen ist (neben anderen wichtigen Faktoren) ein integraler Bestandteil des demokratischen Zusammenlebens.[7] In wissenschaftlichen und politischen Diskursen wird das zwischenmenschliche Vertrauen häufig mit dem Konzept des «Sozialkapitals» verknüpft.[8] Die genaue Definition des Konzepts ist Teil von kontinuierlichen wissenschaftlichen Debatten.[9] Wichtig an dieser Stelle scheint uns, dass sowohl das «Sozialkapital» als auch die «Kreditwürdigkeit» in sozialer oder finanzieller Form Attribute darstellen, die sich zeitlebens verändern und akkumulieren. Dieser Langfristigkeit sollte in der Studie Rechnung getragen werden. Während allerdings die Kreditwürdigkeit, wie sie der Betreibungsregisterauszug vermerkt, nur über die letzten fünf Jahre Auskunft gibt, vergisst das Internet nicht. Die Langlebigkeit und breite Zugänglichkeit unserer digitalen Spuren machen es für IT-Unternehmen leicht, diese Daten in ihrem Interesse zu nutzen. Die fortschreitende

---

[5] Porter, T. M. (1996). Trust in numbers: The pursuit of objectivity in science and public life. Princeton University Press.
[6] https://www.nzz.ch/technologie/china-forciert-die-einfuehrung-eines-nationalen-sozialkreditsystems-ld.1713214
[7] Sullivan, J. L., & Transue, J. E. (1999). The psychological underpinnings of democracy: A selective review of research on political tolerance, interpersonal trust, and social capital. Annual review of psychology, 50(1), 625-650.
[8] Rostila, M. (2011). The facets of social capital. Journal for the theory of social behaviour, 41(3), 308-326.
[9] Field, J. (2016). Social capital. Routledge.

Digitalisierung unserer alltäglichen Handlungen - von der Erfassung des Individualverkehrs zwecks Mobility Pricing[10], über die klimaverträgliche Ausrichtung der Finanzflüsse[11], bis zur Installation von intelligenten Stromzählern[12] - schafft die Voraussetzungen für eine kontinuierliche Quantifizierung, die als Grundlage für Scoring-Systeme dienen könnte. Zwar scheint eine rein staatliche Initiative sehr unwahrscheinlich, doch es bleibt unklar, inwiefern der individuelle digitale Fussabdruck, den viele Wirtschaftsunternehmen bereits von ihren Nutzerinnen und Nutzern besitzen, in Zukunft für das gesellschaftliche Zusammenleben relevant werden könnten.[13]

7.2. Scoring-Systeme: von Indikatoren zu sachfremdem Tauschhandel

Zunächst ist ein Score nur die Quantifizierung eines Sachverhalts. Wie allerdings im oberen Abschnitt ausgeführt, enthält diese Quantifizierungsschritt bereits eine Wertigkeit, da entschieden werden muss, was und wie genau etwas messbar gemacht und anschliessend dargestellt werden soll. Oft werden solche Scores mit den Argumenten der Vereinfachung und Vergleichbarkeit propagiert. Die freiwillige Kennzeichnung von Lebensmitteln mit dem vom französischen Gesundheitsministerium entwickelte Nutri-Score, der aus Ampel-ähnlich eingefärbten Qualitätsklassifizierungen von A bis E besteht, ist ein Beispiel dafür.[14] Der Nutri-Score soll Konsumentinnen und Konsumenten während dem Einkaufen dabei unterstützen, verarbeitete Produkte einfacher zu vergleichen und dadurch eine «gesündere» Wahl zu treffen.[15] In diesem Sinne können Scores Vertrauenswürdigkeit signalisieren, auf die sich Kundinnen und Kunden bei der Auswahl verlassen. Ein weiteres Beispiel für die Glaubwürdigkeit dank Vergleichbarkeit sind die vom Bundesrat am 8. Dezember 2023 zur Weiterentwicklung beschlossenen «Swiss Climate Scores», die Anlegerinnen und Anlegern als Entscheidungshilfe zur Verträglichkeit von Finanzanlagen mit internationalen Klimazielen dient.[16]

Scores werden aber nicht nur zur gezielten Kennzeichnung von Produkten verwendet, sondern auch zur Quantifizierung bestimmter Eigenschaften oder Verhaltensweisen von Menschen. Egal ob Sterne, Smileys, kombinierte Scores, oder ausformulierte Bewertungen: In geschäftlichen Beziehungen haben wir uns längst daran gewöhnt zu bewerten und auch selbst bewertet zu werden. Dabei sind die Bewertungen oft auch für alle Interessierten online einsehbar, sollten sie

---

[10] https://www.astra.admin.ch/astra/de/home/themen/mobility-pricing/vernehmlassungsunterlagen.html
[11] https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2022/2403/de
[12] In der Schweiz verpflichtet das Stromversorgungsgesetz die Netzbetreiber dazu, die alten Stromzähler bis 2027 durch Smart Meters zu ersetzen. Dieser misst automatisch wer, wann, wie viel Strom verbraucht und aus welchen Quellen dieser stammt (https://pubdb.bfe.admin.ch/de/publication/download/9929).
[13] https://www.infosperber.ch/freiheit-recht/datenschutz/chinas-sozialkredit-system-kommt-schleichend-auch-bei-uns/
[14] https://www.blv.admin.ch/blv/de/home/lebensmittel-und-ernaehrung/ernaehrung/nutri-score/nutri-score-lebensmittelproduzenten.html
[15] https://www.konsumentenschutz.ch/online-ratgeber/nutri-score/
[16] https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-99293.html

doch idealerweise die gegenseitige Vertrauenswürdigkeit zwischen Dienstleistern und Kundschaft erhöhen. Die Intransparenz der Algorithmen, die digitale Marktmacht von wenigen grossen Firmen, und die Manipulierbarkeit dieser Mechanismen lassen aber im Dunkeln, was genau diese Bewertungen sichtbar machen, wie der Soziologe Steffen Mau im Interview mit SRF ausführt. [17] Medienberichte zum Verschwindenlassen negativer Bewertungen oder zum aktiven Zukauf gefälschter, positiver Bewertungen haben in den vergangenen Jahren wiederholt Schlagzeilen gemacht.[18,19] Folglich sind diese öffentlich einsehbaren Bewertungen mit Vorsicht zu geniessen.

Während Scoring-Systeme in der Privatwirtschaft bereits gang und gäbe sind, beschränken sich staatliche Indikatoren individueller Verlässlichkeit hierzulande fast ausschliesslich auf die Kreditwürdigkeit einer Person. Diese Formen der gesetzlich verankerten und institutionalisierten sozialen Glaubwürdigkeit, die man im erweiterten Sinne als «Scores» verstehen könnte, sind allerdings nur auf Nachfrage und für einen bestimmten Personenkreis zu einem bestimmten Zeitpunkt zugänglich. Entsprechend bleiben diese Formen ein beziehungsbasiertes und kontextabhängiges Phänomen.

Dass der individuell erhobene und berechnete Score privater Bonitätsauskünfte auf einmal für elementare Vertragsabschlüsse von zum Beispiel Miet-, Arbeits-, oder Stromanbieterverträgen relevant werden kann, zeigen die Bespiele des sogenannten «Schufa Score» in Deutschland[20] und der «credit reports» in den Vereinigten Staaten[21]. Die Nutzung ursprünglich privatwirtschaftlich entstandener Scoring-Systeme in anderen, auch die Grundrechte tangierenden Kontexten[22], lässt die Grenzen zwischen staatlichen und privatwirtschaftlichen Verhältnissen zunehmend verschwimmen.

Diese Scores versprechen die Kreditwürdigkeit, sowie die statistische Wahrscheinlichkeit wiederzugeben, mit dem ihre Trägerin oder ihr Träger zahlungsfähig bleibt. Obwohl die in 1927 in Deutschland gegründete Bonitätsauskunftei namens «Schutzgemeinschaft für Allgemeine Kreditsicherung» (Schufa) auf ihrer Webseite verspricht, «Vertrauen zu schaffen», [23] steht der «Schufa Score» wegen Intransparenz seines Zustandekommens stark in der Kritik.[24] Auch die US-amerikanischen «credit reports» werden für die Ungleichbehandlung von Minoritäten und Geringverdienenden kritisiert, die nicht nur durch voreingenommene Kalkulierungen zustande

---

[17] https://www.srf.ch/kultur/gesellschaft-religion/top-oder-flop-heute-grassiert-ein-wahrer-kult-um-bewertungen
[18] https://www.srf.ch/news/panorama/google-maps-frisiertes-rating-diese-firmen-kauften-fake-bewertungen
[19] https://www.srf.ch/sendungen/kassensturz-espresso/themen/familie-und-freizeit/bei-ricardo-verschwinden-negative-kundenbewertungen-schnell
[20] https://www.vergleich.de/schufa-score.html
[21] https://www.usa.gov/credit-reports
[22] Rona-Tas, A. (2017). The off-label use of consumer credit ratings. Historical Social Research/Historische Sozialforschung, 52-76.
[23] https://www.schufa.de/ueber-uns/schufa/
[24] https://www.mdr.de/nachrichten/deutschland/gesellschaft/recap-schufa-schulden-100.html

kommt, sondern auch wegen der mangelnden Datenlage in diesen spezifischen Gruppen.[25] Der individuelle «Schufa Score» kann sowohl von Unternehmen als auch von Einzelpersonen angefragt werden. Da er vermehrt bei Vertragsangelegenheiten verlangt wird, kommen Bürgerinnen und Bürger kaum darum herum, den eigenen Score regelmässig zu überprüfen. Eine App soll dies jetzt einfacher machen, doch erneut bleibt unklar, inwiefern diese auch zur Erweiterung des Datensatzes dient.[26]

Solche persönlichen Scores haben einen direkten Einfluss darauf, welche Verträge oder welche Geschäftskonditionen Bürgerinnen und Bürger schlussendlich unterbreitet erhalten. Zudem fokussieren sich die bisherigen staatlichen Beispiele, bei denen eine Art Scoring-System im Spiel ist, auf die negativen Abweichungen von der Norm und nicht auf die Prämierung von politisch gewünschtem Verhalten. So listet der Betreibungsregisterauszug alle Betreibungen der letzten fünf Jahre auf und dient damit als Risikoeinschätzung für die zukünftige Zahlungsfähigkeit, aber im Gegenzug honoriert er einen besonders umsichtigen Umgang mit Geld nicht. Ähnlich gibt die Patientenakte nur Auskunft über die Krankengeschichte, aber nicht über eine speziell gesundheitsfördernde Lebensweise.

Eine Grauzone besteht beim Angebot einiger Schweizer Krankenversicherungen, die ihren Kunden ein freiwilliges Punktesystem anbieten, das zum Beispiel einen aktiven Lebensstil belohnt.[27] Als Belohnung darf aber nur eine Prämienreduktion der Zusatzversicherung geltend gemacht werden[28], oder eine anderweitige Form von Bonus beispielsweise in Form von Gutscheinen oder Spenden von und an Partnerorganisationen.[29] Die Datenschutzpolitik einer ersten Version solcher Gesundheits-Apps wurden vom Bundesgericht wegen unlauterer Praktiken im Jahr 2019 gerügt.[30]

Damit geht dieses Scoring-System über die Funktion einer Indikation hinaus, da der akkumulierte Score als alternative Währung funktioniert. Die Idee dahinter ist, bestimmte, politisch gewünschte Verhaltensweisen auf freiwilliger Basis kumulativ zu prämieren, ohne jedoch gegenteilige Verhaltensweisen oder Nichtteilnahme zu bestrafen. Einzelne Personen können bisher also frei entscheiden, ob sie mitmachen. Wer sich dagegen entscheidet oder nicht das erwünschte Verhalten an den Tag legt, muss dabei auch bis dato nicht befürchten, benachteiligt zu werden. Eines der ersten staatlichen Beispiele dieser Art von Anreizsystemen basierend auf

---

[25] https://www.technologyreview.com/2021/06/17/1026519/racial-bias-noisy-data-credit-scores-mortgage-loans-fairness-machine-learning/
[26] https://www.mdr.de/nachrichten/deutschland/wirtschaft/hintergrund-schufa-app-score-berechnung-kritik-100.html
[27] https://www.srf.ch/sendungen/kassensturz-espresso/espresso/anstrengendes-bonusprogramm-helsana-laesst-fitte-besonders-strampeln
[28] Zum Beispiel mit dem Bonusprogramm Benevita von Swica: https://www.swica.ch/de/private/gesundheit/gesundheitsfoerderung/benevita/faq
[29] So zum Beispiel umgesetzt bei der Helsana+ App: https://www.helsana.ch/en/individuals/services/apps/helsana-plus.html
[30] https://www.bvger.ch/fr/newsroom/communique-de-presse/traitement-des-donnees-par-helsana-en-partie-illicite-1119

alternativen Währungen ist ein Pilotprojekt der Stadt Wien, die so ihrer Einwohnerinnen und Einwohner zu klimafreundlichem Verhalten animieren möchte. Der sogenannte Wiener «Kultur-Token» wird bis Ende 2023 mit 2000 Nutzerinnen und Nutzern erprobt, deren Mobilität mit einer App via GPS automatisch aufzeichnet wird.[31] Pro 20 Kilogramm eingespartem CO_2 im Alltag erhalten die Personen 1 «Kultur-Token», der in kulturellen Partnerorganisationen gegen ein Ticket eingetauscht werden kann. Die Ansammlung ist auf 5 Kultur-Token pro Person beschränkt.

Sowohl bei den Schweizer Krankenkassen als auch beim «Kultur-Token» der Stadt Wien handelt es sich um sachfremde Tauschhandel, das bedeutet, dass der Score auch ausserhalb seines ursprünglichen Erhebungskontexts seine Gültigkeit behält, auch wenn dieser oft bereits vordefiniert ist. Andere ähnliche Initiativen im europäischen Raum kamen bisher aufgrund von politischem und öffentlichem Widerstand kaum zustande. Im Gegensatz zu privatwirtschaftlichen Scoring-Systemen werden staatliche oder staatsnahe Ansätze viel stärker hinterfragt und kritisiert. Die Kontroverse fusst in der unterschiedlichen und teilweise paradoxen Wahrnehmung der Gefahr, respektive der fehlenden Transparenz, mit denen gesammelte Daten und Persönlichkeitsprofilen in Verbindung gebracht werden[32], wobei generell die Gewährleistung der Privatsphäre einen hohen Stellenwert geniesst.[33]

Abgesehen von der Kontroverse um den Datenschutz von digitalen Systemen ist der Vorteil einer digitalen Technologie zum Sammeln von Punkten, Stunden oder Ähnlichem im Vergleich zu einer herkömmlichen Stempelkarte noch nicht endgültig geklärt. Ein Beitrag in der Zeitung «die Zeit» gab mit Blick auf die Idee eines «Öko-Tokens» in Bayern zu bedenken, dessen Verankerung in der energieintensiven Blockchain-Technologie könnte die erhoffte ökologische Wirkung zerstören.[34] In Bologna wurde die «Smart Citizen Wallet» eingeführt, um «Bürgertugenden» wie Mülltrennen zu belohnen, doch die Umsetzung erwies sich letztlich als eine Vereinheitlichung bestehender Systeme, ohne wirklich einen einlösbaren Mehrwert für die gesammelten Punkte zu bieten.[35] Auch die vom grünen Gemeinderat Dominique Waser in Zürich initiierte «Klimagenossenschaft», die ein festes CO2-Budget für die betroffene Gemeinschaft vorsieht, steckt derzeit in politischen Aushandlungen fest. [36]

Ein alternatives Vergütungssystem, das bestimmtes Verhalten prämiert, wird in den Städten St. Gallen und Rapperswil-Jona angeboten. Im Modell namens "Zeitvorsorge" können Freiwillige ab 50 Jahren Zeit für ältere Menschen zur Verfügung stellen.[37] Dieses Engagement wird durch

---

[31] https://digitales.wien.gv.at/projekt/kultur-token/
[32] Lasarov, W., & Hoffmann, S. (2021). Paradoxes Datenschutzverhalten. HMD Praxis der Wirtschaftsinformatik, 58(6), 1535-1551.
[33] https://digitalcollection.zhaw.ch/bitstream/11475/22821/3/2021_Guirguis-etal_Datenschutz-in-der-Schweiz_YSAS.pdf
[34] https://www.zeit.de/digital/datenschutz/2022-07/oeko-token-bayern-belohnungssystem-social-scoring
[35] https://bonpourlatete.com/actuel/le-credit-social-a-t-il-vraiment-debarque-a-bologne
[36] https://www.tagesanzeiger.ch/netto-null-ziel-in-zuerich-beim-triemli-soll-eine-modellsiedlung-fuer-ein-co2-armes-leben-entstehen-235274070128
[37] https://www.zeitvorsorge.ch/

Zeitgutschriften auf einem persönlichen Konto vergütet. Wenn diese Freiwilligen später selbst Hilfe benötigen, können sie die angesparten Stunden in Form von Begleitung durch eine andere Person einlösen. Die Gültigkeit dieser Gutschriften ist langfristig garantiert und auf 750 Stunden pro Person begrenzt.

Anhand dieser vorläufigen Auslegeordnung von Social Scoring-Systemen lässt sich eine erste Matrix erstellen, um die verschiedenen Abgrenzungen zwischen ihrer Funktionsweise, den involvierten Akteuren und deren möglichen Überschneidungen besser zu veranschaulichen:

	Alternative Währung (z.B. Bons, Token, etc.)	**Scoring-Systeme** (z.B. Sterne, Punkte, Status, etc.)
Staat	Wiener «Kultur-Token»	SwissCovid App
Staatsnah	Zeitvorsorge (Stiftung)	Kreditwürdigkeits-Score der Schufa
Privatwirtschaft	Migros Cumulus; Bonussysteme Krankenkassen; klassische Stempelkarten	Reputations-Score (Ricardo, airbnb, usw.); Affinity-Score (Meta, Google, usw.); Self-tracking (Krankenkassen, usw.)

Diese Matrix zeigt weiter, dass die erwähnten Scoring-Systeme einen verschieden grossen Anteil an Wertvorstellungen und sozialen Normen enthalten. Dabei ist zu beachten, dass diese sowohl im Moment der Quantifizierung eines spezifischen menschlichen Verhaltens als auch bei dessen Gegenwert im Falle von alternativen Währungen und bei deren Symbolik im Falle von anderen Scores zum Tragen kommen. Auf dem Kontinuum zwischen verhältnismässig simplen Indikatoren wie Treuekarten bis hin zu Kundenprofilen, die Vertrauenswürdigkeit für zukünftige Geschäftsbeziehungen suggerieren, gibt es zudem eine unterschiedlich grosse Transparenz, was die Berechnungsart des Scores angeht.

Vor diesem Hintergrund erscheint es notwendig, bestehende Scoring-Systeme, ihre Funktionsweise, Ausprägungen und Wertigkeiten der «sozialen» Komponente, sowie die dazugehörige wissenschaftliche Literatur systematisch zu untersuchen, um einen Gesamtüberblick und eine verständliche Nomenklatur zu schaffen. Des Weiteren bietet sich ein vergleichender Ansatz an, um Unterschiede und Gemeinsamkeiten herauszuarbeiten, wie zum Beispiel, was den Handlungsspielraum der teilnehmenden Akteure betrifft, oder den Zeithorizont, der für die Akkumulierung und mögliche Tilgung des Datenprofils besteht.

Der Umgang mit der Covid-19-Pandemie hat zudem gezeigt, dass rechtliche Fragen über den Zugang zu Restaurants, öffentlichem Verkehr oder Theater im Zusammenhang mit der Impfung einer demokratisch und verfassungsrechtlich abgestützten Debatte bedürfen.[38] Dies betrifft jedoch nicht nur die Anwendung und Regulierung solcher Social Scoring-Systeme, sondern auch die grundlegende Aushandlung, welche Wichtigkeit individuelle Scores beim Lösen von gesellschaftlichen Problemen, wie beispielsweise der Klimakrise, erhalten sollen und dürfen.

7.3. Zählt das Individuum mehr als die Gesellschaft?

Grundsätzlich machen Scoring-Systeme und deren Wahrscheinlichkeitsindikatoren Individuen und Populationsgruppen lesbar und eröffnen damit individualisierte Interventionsmöglichkeiten.[39] Alle Entscheidungen, die in ein Scoring-System einfliessen, sind in hohem Masse politisch, da sie festlegen «was zählt» und wie es gezählt wird. Privatwirtschaftliche Akteure sind hier im Vorteil, da sie ihr Business-Model nicht demokratisch legitimieren müssen. Zahlen werden oft als objektiver wahrgenommen als nicht-quantifizierte Bewertungen, obwohl vielfach unklar ist, wie sie zustande kommen und welche Daten wie gewichtet werden und inwiefern dies von den entsprechenden Akteuren im Eigeninteresse gesteuert wird.[40] Dennoch führt die Quantifizierung dazu, dass individuelles Verhalten klassifiziert und somit vergleichbar wird – für einen selbst und für andere.

Was zählt, ist der individuelle Fussabdruck, die individuelle Solidarität, oder die individuelle Bonität im System, das mit einem Bonus-Malus-Instrument arbeitet und nicht darauf zählt, dass Nutzerinnen und Nutzer zum Beispiel aufgrund verinnerlichter ethischer Grundsätze handeln. Gesellschaftliche Probleme und deren moralischer Lösungsansatz werden in die Verantwortung des individuellen Verhaltens gestellt, obwohl politisch einem bestimmten Verhalten den Vorzug gegeben wird. Häufig nehmen ausserdem Vorstösse zur Regulierung von Unternehmen eine sekundäre Rolle nehmen ein. Gerade bei dringlichen politischen Anliegen wie der Bekämpfung des Klimawandels besteht die Gefahr der Individualisierung der Problematik. Anstatt den CO_2-Ausstoss gesamtgesellschaftlich zu reduzieren, schlägt die Verhaltensökonomin Renate Schubert beispielsweise vor, dass alle unsere Konsumentscheidungen auch in Form von Punkten auf einer Art «Klimabank» zu Buche schlagen.[41] Wer wegen geringem klimaschädlichem Konsum Punkte übrig hat, dürfte Sie an andere verkaufen, die mehr benötigen.

---

[38] https://www.srf.ch/news/schweiz/diskussion-um-corona-impfung-zutritt-nur-fuer-geimpfte-private-haben-das-recht-auf-ihrer-seite

[39] Fourcade, M., & Healy, K. (2013). Classification situations: Life-chances in the neoliberal era. Accounting, Organizations and Society, 38(8), 559-572.

[40] Porter, T. M. (1996). Trust in numbers: The pursuit of objectivity in science and public life. Princeton University Press.

[41] https://www.watson.ch/schweiz/wirtschaft/831997370-das-co2-budget-vielleicht-bezahlen-wir-bald-nicht-mehr-nur-mit-geld

Diese Art der Sichtbarmachung kann die Wahrnehmung des eigenen Verhaltens verändern, sowie die Art, wie Bürgerinnen und Bürger, aber auch andere Akteure das Verhalten anderer einschätzen und sich zu Nutze machen können. Je nach Zielsetzung wäre es möglich, dass Scoring-Systeme die Nutzerprofile veröffentlichen, um die Verbesserung des Scores in einen spielerischen Wettbewerb zu verwandeln. Diese sogenannte «Gamification»[42] birgt das Risiko, dass sich Bürgerinnen und Bürger vor allem dort engagieren würden, wo die höchsten Belohnungen angesetzt wären[43], versuchen würden, das System auszutricksen, um besser dazustehen[44], oder nur so lange mitmachen, bis die Zielsetzung erreicht ist oder sie ihren Score für gut genug befinden.

Solche Umverteilungsideen können sich im Zusammenhang mit individuellen Grundrechten sowie in Hinsicht auf soziale Ungleichheiten als heikel erweisen. Social Scoring-Systeme stellen deshalb auch grundsätzlich in Frage, ob, zu welchem Zweck und wie stark sich der Staat, aber auch Marktakteure, den Datenschatz, den wir oft freiwillig und bereitwillig herzugeben bereit sind, zu Nutze machen sollen oder dürfen.

Diese Mechanismen sind keine neue Erfindung, allerdings bestehen grundlegende Unterschiede zwischen Scoring-Systemen und anderen singulären und situativen Anreizinstrumenten wie zum Beispiel dem Nudging. Wie oben aufgeführt besteht bereits heute eine grosse Vielfalt, die von relativ simplen Messindikatoren bis hin zu komplex zusammengesetzten Profilen reicht. Im Gegensatz zur Offline-Welt lassen sich digitale Aktivitäten allerdings mit verhältnismässig geringem Aufwand nachzeichnen, speichern und zu Datenprofilen aggregieren. Es ist deshalb auch eine rechtliche Fragestellung, wie der Umgang mit unseren Datenspuren langfristig reguliert werden soll.

MvA / 30.01.2024

---

[42] Magana, V. C., & Munoz-Organero, M. (2015). GAFU: Using a gamification tool to save fuel. IEEE Intelligent Transportation Systems Magazine, 7(2), 58-70.

[43] https://www.cambridge.org/core/journals/law-and-social-inquiry/article/from-datafication-to-data-state-making-sense-of-chinas-social-credit-system-and-its-implications/EDF66228C909BE5A24180EFC1904BE00

[44] So mit Ironie im folgenden Kurzfilm «Uninvited Guests» zu Self-Tracking-Gegenständen dargestellt: https://vimeo.com/128873380

8. Règles à suivre pour la présentation des dossiers de candidature

Nous vous prions de structurer votre proposition selon le schéma de soumission suivant (étant entendu que les sous-rubriques ne sont que des **exemples** et peuvent, par conséquent, être adaptées à la spécificité du cas) :

1. Analyse de la situation : positionnement et justification de la recherche

- Raisons justifiant une étude TA sur le thème proposé
- Portée nationale et internationale du sujet
- Enjeux technologiques, économiques, politiques et sociaux
- État des connaissances avec mise en relief des aspects utiles à la TA
- Avancées prévisibles dans le domaine d'investigation envisagé

2. Exposé de la problématique

- Questions auxquelles il s'agit de répondre
- Objectifs concrets de la proposition ou de l'étude
- Nouveaux résultats et nouvelles conceptions amenés par l'étude

3. Structuration et délimitation de la recherche

- Groupes ciblés et points de focalisation
- Eventuellement : subdivision en projet principal et sous-projets
- Liens existants ou prévus avec d'autres projets traitant de problématiques similaires (contacts nationaux et internationaux)

4. Méthodologie

- Méthodes entrant en ligne de compte pour traiter le sujet (élaboration de variantes)
- Évaluation de ces méthodes en fonction de la problématique et arguments en faveur de celle proposée
- Description de la démarche empirique

5. Coordination du projet

- Composition de l'équipe : chef(fe) de projet et collaborateurs(trices)
- Composition du ou des groupes d'experts
- Principales institutions et personnes de contact (partenaires éventuels ; voir aussi point 3)

6. Prestations antérieures

- Listage des travaux déjà réalisés dans le domaine concerné par les membres de l'équipe de projet

7. Programme de travail

- Calendrier énumérant les tâches à accomplir avec indication des délais et des dates d'achèvement ainsi que des responsables de leur observation

8. Plan de financement

- Budget prévisionnel détaillé avec évaluation des moyens nécessaires à la réalisation de chacune des tâches (ou phases) telles que définies au point 7.

9. Diffusion des résultats

- Moyens à mettre en œuvre pour informer l'opinion
- Listage des groupes cibles particulièrement visés et des moyens à utiliser pour les atteindre
- Estimation du coût supplémentaire engendré par la diffusion des résultats